

Depuis plusieurs années, l'industrie du numérique n'a cessé de prendre de l'importance en Ukraine, au point d'attirer de nombreux géants du secteur. Même si une majorité des activités relèvent de la sous-traitance, le gouvernement ukrainien est prêt à tout pour favoriser une industrie de plus en plus compétitive. Reportage.

Article publié en coopération avec la Heinrich-Böll-Stiftung Paris, France.



Kiev, correspondance - L'entreprise Youscan empile tous les clichés connus sur l'ambiance *start-up* : la table de ping-pong en entrant sur la gauche, la PlayStation qui traîne à côté d'un écran géant, ou encore les poufs et les plantes qui parsèment le bureau. Sur la grande terrasse située au dernier étage, les coupes dorées de la cathédrale Sainte Sophie s'offrent à la vue des employés qui sortent profiter des derniers jours de l'été kiévien.

L'entreprise n'est pourtant plus si récente. Fondée en 2009, spécialisée dans l'analyse de données circulant sur les réseaux sociaux, l'entreprise a suivi la croissance rapide du numérique ukrainien, et a ouvert depuis plusieurs années des bureaux à Moscou et New York. Avec plus de 200 000 travailleurs, le numérique ne connaît pas la crise, bien au contraire : pendant que l'économie ukrainienne s'est rétractée de 4 % en 2020, le secteur poursuivait sa croissance au rythme de 7,5 %.

Une main d'œuvre jeune et urbaine

Cette croissance profite largement à une jeunesse ukrainienne à peine sortie de l'université. « *J'ai commencé à travailler avant d'avoir obtenu ma licence. Maintenant, je reçois en permanence des offres d'emploi venant du monde entier, d'Europe de l'Ouest comme d'Amérique du Nord* », explique Yaroslav, développeur de 23 ans, content de pouvoir travailler à Kiev en profitant d'un revenu élevé.

Car même le salaire d'entrée, estimé en moyenne à 650 € par mois à Kiev en 2020, est nettement plus élevé que le salaire minimum, fixé à environ 190 €. Concentrée dans les plus grandes villes du pays, cette main d'œuvre très jeune - moyenne d'âge estimée à 28 ans - voit peu d'intérêt à aller voir ailleurs. Cinq ans après avoir rejoint Youscan, Ekaterina ne se voit pas quitter Kiev à 29 ans : « *les Ukrainiens aiment se plaindre de la qualité des services ici. Je pense qu'ils ont tort, c'est souvent meilleur qu'à l'étranger.* »

Depuis son pouf à côté d'un drapeau ukrainien accroché au mur, Julia, *data scientist* de 23 ans, évoque ses trois ans passés dans le numérique. « *Au début j'ai eu quelques mauvaises expériences sexistes, mais de manière générale, ça reste un stéréotype* ». Si l'industrie emploie en majorité des hommes, les femmes représentent jusqu'à un quart des effectifs. Carolina abonde : « *c'est un mythe ça, chez nous j'ai même l'impression qu'il y a plus de filles* ». À 22 ans et après des études de cinématographie, elle a préféré délaissé sa passion et son travail de *freelance* trop instable pour rejoindre Youscan.



Julia travaille depuis les bureaux de Youscan situé en plein cœur de la capitale. Photo : Thomas Laffitte / CdEC

L'Ukraine, l'eldorado de l'outsourcing

« *Je suis fier de travailler pour l'une des rares entreprises ukrainiennes du numérique plutôt que de travailler en tant que sous-traitant* », confie Yaroslav. Les entreprises comme Youscan restent en effet minoritaires face à celles spécialisées dans l'outsourcing. L'essor de l'industrie est en effet très largement dû aux activités que les géants du secteur ont décidé d'externaliser en Ukraine. Aujourd'hui, plus de la moitié des employés du numérique travaille auprès de sous-traitants.

Or, il s'agit le plus souvent des tâches les plus répétitives, que les ingénieurs étrangers délèguent volontiers. « *C'est très instable et peu gratifiant* », relève Vladislav, 23 ans, arrivé il y a à peine un mois. En plus d'un travail peu enthousiasmant, les salaires moyens de la sous-traitance sont généralement plus bas, et côtoient des contrats précaires.

Bien que majoritaire, l'outsourcing ne semble pas être une fatalité pour le numérique ukrainien. En plus des entreprises locales compétitives sur les marchés internationaux - comme le géant Softserve, fondé à Lviv et également basé à Austin au Texas - des piliers du secteur, comme Google, Samsung ou encore Huawei, n'hésitent plus à ouvrir des centres de recherche et développement (R&D) en Ukraine.

« On estime que Diia City va permettre de doubler la croissance du secteur lors des quatre prochaines années. Notre but est que le numérique représente 10% du PIB d'ici trois ans » - Olexandr Bornyakov, vice-ministre de la Transformation digitale.

Cadeaux fiscaux

Qu'il s'agisse de sous-traitance ou de R&D, les entreprises étrangères trouvent en Ukraine non seulement une main-d'œuvre qualifiée et peu coûteuse, mais surtout une fiscalité très avantageuse. Créé en 2003, le statut d'autoentrepreneur, dit FOP, permet de ne payer que de 3 à 5 % de taxe et de cotisation. L'écrasante majorité des travailleurs du numérique ont ce statut, avantageux tant pour l'employé que pour l'entreprise.

Ce statut s'est depuis généralisé à tous les secteurs de l'économie, bien au-delà des seuls entrepreneurs qu'il visait à l'origine. Une situation que le gouvernement souhaite changer en

introduisant plus de régulations, non sans éveiller des critiques. Le mouvement *SaveFOP*, qui rassemble de nombreux entrepreneurs, s'oppose à toute réforme du statut. La crise sanitaire et les mesures de confinement les avaient même poussés à manifester plusieurs semaines sur la place Maïdan à Kiev à l'automne 2020.

Alors que l'incertitude plane au-dessus de l'existence du statut FOP, le gouvernement semble prêt à tout pour protéger le secteur du numérique, qui représente 8,3 % des exportations du pays, soit environ 4,5 milliards d'euros en 2020. En septembre 2020, le ministre de la Transformation Digital Mikhail Fedorov présentait ainsi un projet de loi en vue de créer une « zone économique libre virtuelle » nommée « Diia City », voté par le parlement en juillet.

« On estime que Diia City va permettre de doubler la croissance du secteur lors des quatre prochaines années. Notre but est que le numérique représente 10% du PIB d'ici trois ans », explique Olexandr Bornyakov, vice-ministre de la Transformation digitale. Il s'agit essentiellement de créer un régime spécial pour les entreprises du numérique, qui pourront continuer à bénéficier d'une fiscalité très avantageuse, tout en se pliant à des contrôles plus stricts.

Les acteurs du numérique ne sont pas franchement emballés. Le secteur s'inquiète d'une potentielle ingérence des autorités dans l'industrie, et du risque de corruption qu'il pourrait impliquer. Yaroslav, par exemple, ne voit pas trop l'intérêt de réformer le secteur. « *Moi ça ne me dérangerait pas de payer un peu plus de taxes. Mais il n'y a pas besoin de créer de nouvelles régulations pour un secteur qui fonctionne très bien* ».

Et alors qu'il poursuit en assurant que « *tout le monde ici a le statut d'autoentrepreneur* », sa collègue l'interrompt : « *Non, moi j'ai toujours été employée ici en tant que salariée !* » Face à son étonnement, elle explique : « *il faut bien que l'entreprise ait un certain nombre de salariés pour sauver les apparences devant les autorités...* » Vu les projets du gouvernement, prêt à prolonger les privilèges du numérique, peu de chance qu'il se mette à interférer dans les affaires d'une industrie qui constitue une véritable poule aux œufs d'or.